

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Vietnam & (avant indépendances) Indochine > Histoire et débats (Vietnam & Indochine) > **Il y a quarante ans, l'Accord de Paris de janvier 1973 sur le Vietnam...**

Il y a quarante ans, l'Accord de Paris de janvier 1973 sur le Vietnam...

samedi 26 octobre 2013, par [NGUYEN Ngoc Giao](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2013).

L'accord de Paris sur le Vietnam a été signé le 27 janvier 1973 au Centre des Conférences Internationales, plus connu sous le nom historique d'Hôtel Majestic, près de l'Arc de Triomphe. L'Hôtel Majestic est devenu récemment un hôtel-villa-spa de luxe, propriété qatarie....

La conférence « à quatre » s'est donc ouverte à l'Hôtel Majestic le 25 janvier 1969 : la République démocratique du Vietnam (RDV) (représentée par le ministre Xuân Thuỷ, et son « conseiller spécial » Lê Đức Thọ), le Front national de libération (FNL) et, à partir de juin 1969, le Gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP) (Trần Bửu Kiếm, puis M^{me} Nguyễn Thị Bình), les Etats-Unis (EU) (Cabot Lodge), la République du Vietnam (RVN) (Phạm Đăng Lâm) [1].

L'accord de Paris sur le Vietnam a été signé le 27 janvier 1973 au Centre des Conférences Internationales, plus connu sous le nom historique d'Hôtel Majestic, près de l'Arc de Triomphe. L'Hôtel Majestic est devenu récemment un hôtel-villa-spa de luxe, propriété qatarie. Quant à l'accord signé, on sait que son but ultime - la paix et la réunification du Vietnam par des moyens pacifiques - a été réalisé autrement deux ans plus tard, le 30 avril 1975 : par la voie des armes. Entre temps, les Vietnamiens - dont la majorité est née après 1975 - a connu bien des soubresauts - collectivisation forcée, guerre du Cambodge, invasion chinoise, embargo américain, boat people... puis « Đổi Mới » (renouveau), économie de marché et ouverture, croissance, crise économique et sociale, menaces chinoises en Mer de l'Asie du Sud-Est...

Il est prévisible, dans ces conditions, que l'Accord de 1973 sera commémoré pour la forme par les uns et dans le silence par les autres. Pourtant, c'est un événement historique d'une importance capitale pour la nation vietnamienne, qui mérite d'être « revisité » et placé dans son contexte international passablement complexe.

Mais d'abord, il convient de tordre le coup à un canard qui sert d'argument aux partisans du silence. Pour ces derniers, il n'y a pas lieu de célébrer un accord qui a été violé par tous les signataires. Sans entrer dans les détails, rappelons que l'Accord de Paris comprend deux volets : (1) le retrait total des troupes américaines du Vietnam (sans la contrepartie réclamée des années durant par l'administration Nixon, à savoir « *le retrait des troupes nord-vietnamiennes du Sud Vietnam* ») ; (2) le règlement des affaires sud-vietnamiennes par la réconciliation entre le gouvernement révolutionnaire provisoire, celui de la République du Vietnam (administration de Saigon) et la troisième composante ; cela, en attendant la réunification pacifique du Vietnam (le principe de l'unité du Vietnam est reconnu solennellement par les Etats-Unis dès l'Article Premier de l'accord). N'en déplaise aux partisans du rideau de silence, l'Accord de Paris a été respecté dans son premier volet : les GI's ont dû quitter le Vietnam fin mars 1973 « dans l'honneur » (en tout cas, dans l'ordre), amenant avec eux les pilotes qui ont bombardé le Nord du pays durant 8 années (tuant entre autres,

rappelons-le, le délégué général français Susini) et ont été capturés. Il est vrai, par contre, que le volet politique ne s'est pas réalisé, mais l'honnêteté est de dire : par le fait du gouvernement du général Thieu et du gouvernement américain. Que le dictateur saïgonnais se soit opposé à tout règlement politique est une évidence. Ce qui a échappé aux observateurs non attentifs, c'est l'autre évidence : l'opposition de l'administration américaine elle-même. Aux yeux du président Nixon et de son conseiller spécial Kissinger, le cauchemar aurait été « l'arrivée des communistes à Saigon » par les élections. Or, de toute évidence, une coalition GRP - Troisième composante serait sortie victorieuse d'élections tant soit peu démocratiques. L'Amérique impériale ne pouvait tolérer un « deuxième Allende » à Saigon. D'ailleurs, quelques mois plus tard, elle s'est débarrassée du premier au Chili avec l'élégance que l'on sait. [2]

Revenons donc à l'Accord de Paris et aux négociations qui ont abouti à sa conclusion. Elles ont, on s'en souvient, duré presque cinq ans, de mai 1968 à janvier 1973 : la première rencontre entre les deux délégations vietnamienne (RDV) et américaine a eu lieu le 10 mai 1968 pendant que certaines rues parisiennes sentaient les grenades lacrymogènes. Il a fallu cinq mois pour que les Etats-Unis acceptent de cesser « sans conditions » tous les bombardements au nord du 17^e parallèle (la RDV a accepté de « rencontrer » les EU quand le président Johnson a limité les bombardements aériens au sud du 20^e parallèle) et de négocier également avec le Front National de Libération du Sud-Vietnam. Mais c'est le général Thieu (« *la queue qui remue le chien* », pour reprendre l'expression du sénateur Mike Mansfield) qui renâcle, en faisant trainer les choses pour attendre l'entrée en fonction du nouveau président Richard Nixon (janvier).

La conférence « à quatre » s'est donc ouverte à l'Hôtel Majestic le 25 janvier 1969 : RDV (représenté par le ministre Xuan Thuy, et son « conseiller spécial » Le Duc Tho), FNL et, à partir de juin 1969, GRP (M. Tran Buu Kiem, puis M^{me} Nguyen Thi Binh), EU (Cabot Lodge), RVN (Pham Dang Lam).

Si les séances officielles ont servi principalement à la propagande - c'est à dire l'exposition des positions de chacun et la conquête de l'opinion publique - elles ont mis en lumière les questions clés, objet des négociations secrètes entre Le Duc Tho et Henry Kissinger : le retrait des troupes américaines (un demi-million) et l'avenir politique du Sud-Vietnam.

Pendant longtemps, les représentants de la Maison Blanche s'en tiennent à la fiction d'un Sud Vietnam indépendant, agressé par le Nord Vietnam et auquel les Etats-Unis sont venus en aide. D'où la proposition américaine de « *retrait simultané et mutuel* » des troupes « *étrangères/extérieures* ». Faisant écho à cette logique, des journalistes américains, pendant des semaines et des mois, posent au porte-parole de la RDV la question : « *Y a-t-il des troupes nordistes au Sud Vietnam ?* ». Un « non » sera considéré comme un mensonge (même diplomatique), un « oui » fera le jeu de la logique washingtonienne. La réponse du porte-parole de Ha Noi sera toujours la même, répétée chaque fois que nécessaire : « *Le Vietnam est un, le peuple vietnamien est un. Tant que dure l'agression américaine contre le Vietnam, chaque Vietnamien a le droit et le devoir de la combattre* ». A la rhétorique formelle s'est opposée la dialectique du droit souverain d'une nation.

Mais la rhétorique de Kissinger ne se contente pas de mots. Elle est étayée par la stratégie de la « vietnamisation » — remplacer le retrait partiel des troupes américaines par le renforcement des troupes saïgonnaises, ce que l'ambassadeur Ellsworth Bunker décrit avec cynisme, mais non sans raison, par « *changer la couleur de la peau des cadavres* » —, l'extension de la guerre au Cambodge (deux mois après le renversement du prince Sihanouk) et au Laos. Les forces révolutionnaires vietnamiennes ont réussi à mettre en échec la « vietnamisation », tout en constituant un « front uni » des peuples indochinois. Cela, au prix d'efforts surhumains, car si l'offensive du Têt 1968 a brisé la volonté américaine et mobilisé l'opinion américaine contre la politique de la Maison Blanche, elle a aussi provoqué d'énormes pertes aux forces armées populaires, et le plan Phénix déployé par la CIA et l'US Army a décimé l'infrastructure politique du FNL.

Vers 1971, les Américains semblent se résigner à négocier le départ des troupes américaines sans demander, en contrepartie, le retrait des unités « nord-vietnamiennes ». Juillet 1971, M^{me} Binh vient à peine de publier son plan « en dix points » pour un règlement politique des problèmes du Sud, que l'on apprend le voyage secret de Kissinger à Beijing [Pékin]. Février 1972, la poignée de mains entre Mao et Nixon sera bientôt suivie par une rencontre Nixon-Brejnev. Une fois de plus, les révolutionnaires vietnamiens doivent combattre la toute-puissance américaine tout en résistant aux pressions des « deux grands frères ». Nixon va apprendre à ses dépens que ses adversaires ont une expérience solide en la matière. Il est vrai que la guerre de libération commencée au Sud depuis 1959, à l'initiative des combattants du Sud et entérinée par la direction du Parti communiste, n'a pas été bien accueillie par Moscou même si elle a été soutenue du bout des lèvres et de façon bien limitative par Beijing (Mao voulait à l'époque ravir à l'URSS le rôle de leader de la révolution mondiale).

La pression sino-soviétique attendue du communiqué de Shanghai et des négociations sur le SALT s'est avérée bien insuffisante, la Maison Blanche a donc envoyé des B52 sur Ha Noi et le Nord Vietnam en décembre 1972. Le but est double : arracher des concessions de la RDV et du GRP sur le texte convenu fin octobre ; rassurer le régime de Saigon que son allié ne l'abandonnera pas.

L'opération Linebacker II s'est soldée par la perte de dizaines de « forteresses volantes », les B52, tout en suscitant l'indignation de la planète tout entière. Un mois après les bombardements de Noël, l'Accord de Paris a été signé. En le comparant avec le texte publié par la RDV fin octobre 1972, on peut voir qu'il n'y a aucune modification notable. Un coup pour rien, si on oublie les morts de Ha Noi.

Cinq semaines après la signature de l'Accord de Paris, dans la même Grande Salle de l'Hôtel Majestic, s'est tenue le 2 mars 1973 la « Conférence internationale sur le Vietnam », réunissant autour du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kurt Waldheim, les représentants vietnamiens (RDV, GRP, RVN), les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (EU, URSS, France, Chine, Grande Bretagne) et les quatre pays membres de la Commission de surveillance stipulée par l'Accord de Paris (Canada, Hongrie, Indonésie, Pologne). La conférence a duré une seule journée, le temps de « prendre acte » de l'Accord signé le 27 janvier 1973.

On est loin de Genève où, en juillet 1954, le sort (la division) du Vietnam a été imposé par l'entente des grandes puissances. Les négociations de Paris (1968-1973) où Vietnamiens et Américains étaient face à face sont, à cet égard, la preuve que les Vietnamiens ont su tirer la leçon de Genève.

Nguyễn Ngọc Giao

P.-S.

* <http://www.diendan.org/viet-nam/il-y-a-quarante-ans-laccord-de-paris>.

* SOURCE : Ce texte a été écrit pour la revue PERSPECTIVES FRANCE-VIETNAM de l'Association des Amitiés Franco-Vietnamiennes (AAFV), n° 84, janvier 2013. Une version électronique est accessible sur le site de l'AAFV : <http://www.aafv.org/il-y-a-quarante-ans-nguyen-ngoc>. Ce numéro présente un dossier sur l'Accord de Paris.

Notes

[1] Issues des Accords de 1954 et de la division temporaire du pays, la RDV était le régime établi au nord et la RVN au sud : l'administration de Saigon soutenue par Washington. Le FNL et le GRP représentaient les forces de libération au sud. Note d'ESSF.

[2] On pourrait objecter que, étant donné la place (ou, plutôt, l'absence de place) réservée à la troisième composante par le pouvoir communiste après 1975, un gouvernement de coalition disparaîtrait très rapidement par un « coup de Prague ». Soit, mais cela n'excuse en rien les États-Unis et Saigon dans leur refus d'appliquer l'Accord de Paris. C'est ce refus qui explique la solution militaire de 1975. La victoire rapide remportée a soulevé un orgueil démesuré qui renforce le dogmatisme régnant. D'où le traitement réservé aux non-communistes, et d'une manière plus générale, à l'intelligentsia et les classes moyennes. D'où les erreurs qui ont conduit à la crise des années 1980. C'est à partir de 1986, avec le « Đổi Mới » (Renouveau), que le PCV a commencé à tirer des leçons des années 1975-1985 et rectifier le « volontarisme » gauchiste. Mais ceci est une autre histoire.